

## CHAPITRE 11 : CORRIGÉS

## LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

## SECTION 1 (P. 242)

## 1. LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

a) Taux de fuite :  $0,30 + [(1 - 0,3) \times 0,1] = 37 \%$ .

Multiplicateur :  $1/0,37 = 2,70$ .

Retombées économiques totales : 500 millions de dollars  $\times$  2,7 = 1,350 milliard de dollars.

b) Taux de fuite :  $0,30 + [(1 - 0,3) \times 0,1] = 37 \%$ .

Multiplicateur :  $1/0,37 = 2,70$ .

Retombées économiques totales : 600 millions de dollars  $\times$  2,70 = 1,620 milliard de dollars.

c) Taux de fuite :  $0,40 + [(1 - 0,4) \times 0,1] = 46 \%$ .

Multiplicateur :  $1/0,46 = 2,17$ .

Retombées économiques totales : 600 millions de dollars  $\times$  2,17 = 1,302 milliard de dollars.

d) Taux de fuite :  $0,30 + [(1 - 0,3) \times 0,15] = 40,5 \%$ .

Multiplicateur :  $1/0,405 = 2,47$ .

Retombées économiques totales : 600 millions de dollars  $\times$  2,47 = 1,482 milliard de dollars.

---

## 2. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DE RELANCE

a) L'État dispose de deux types de mesures budgétaires pour relancer l'économie : augmenter les dépenses publiques ou réduire les impôts. La hausse des dépenses fait directement augmenter la demande globale tandis que la baisse des impôts se traduit par une augmentation du revenu disponible des ménages, laquelle a pour effet de hausser leur consommation et, par conséquent, la demande globale.

b) Étant donné que la hausse des dépenses publiques et la baisse des impôts stimulent la demande globale, les entreprises doivent augmenter les quantités produites et le nombre de leurs employés. Il s'ensuit une hausse du revenu des ménages, lequel provoque une augmentation de la consommation et, par conséquent, de la production. Cette nouvelle production génère des revenus supplémentaires aux travailleurs, ce qui stimule encore une fois les dépenses de consommation et d'autres productions.

c) Le taux d'imposition (des revenus) et la propension à épargner. Lorsque ceux-ci augmentent, les retombées diminuent.

### SECTION 3 (P. 251)

---

## 1. L'ÉTAT PARALYSÉ

a) La dette publique élevée empêche le gouvernement de relancer l'économie pour deux raisons. D'une part, lorsque le service de la dette représente une part appréciable des dépenses budgétaires (près de 30 % des dépenses publiques fédérales en 1995), force est de constater que l'État dispose d'une marge de manœuvre budgétaire réduite. D'autre part, lorsque les investisseurs estiment que l'État manque de rigueur budgétaire, ils exigent une prime de rendement ou imposent une décote financière, ce qui se traduit par une hausse des taux d'intérêt et, par le fait même, du service de la dette. Cela entrave d'autant plus la marge de manœuvre de l'État.

b) Lorsque les marchés financiers évaluent (notamment par le biais des agences de cotation de crédit) que la dette publique d'un État est trop élevée, ils exigent une prime de taux d'intérêt (ou prime de risque).

c) D'un côté, puisque la mondialisation des marchés financiers permet aux investisseurs de déplacer leurs capitaux d'un pays à l'autre, toute baisse de la cotation de crédit d'un gouvernement peut entraîner des sorties de capitaux vers l'étranger et forcer l'État à offrir une prime de risque, donc de hausser ses taux d'intérêt sur les emprunts. D'un autre côté, lorsqu'un État cherche à relancer son économie avec un budget expansionniste et que son économie est ouverte, la hausse des dépenses qui s'ensuit se traduit par une hausse des importations, lesquelles font baisser le taux de change. Pour éviter qu'une baisse du taux de change entraînent une trop forte des sorties de capitaux, la banque centrale doit alors augmenter ses taux d'intérêt afin de retenir ou attirer les capitaux étrangers.

## 2. LA POLITIQUE DE RELANCE EN ÉCONOMIE OUVERTE

a) Lorsqu'une économie est ouverte, une partie des nouvelles dépenses engendrées par la politique budgétaire de relance porte sur des produits étrangers. Ces fuites sont d'autant plus grandes que le ratio importations/PIB, ou degré d'ouverture, est plus élevé. Puisque leur politique de relance profite en bonne partie à leurs partenaires commerciaux, les pays aux économies très ouvertes peuvent rarement se permettre de faire cavalier seul.

b) Dans une économie ouverte, la politique budgétaire de relance a pour effet secondaire de stimuler les importations. La balance courante (qui regroupe notamment les exportations et les importations) tend alors à se détériorer. On sait que les importations se traduisent par un achat de devises étrangères et, par le fait même, par une offre de la devise nationale sur le marché des changes. Cet excès d'offre tend alors à faire baisser le taux de change de la devise nationale.

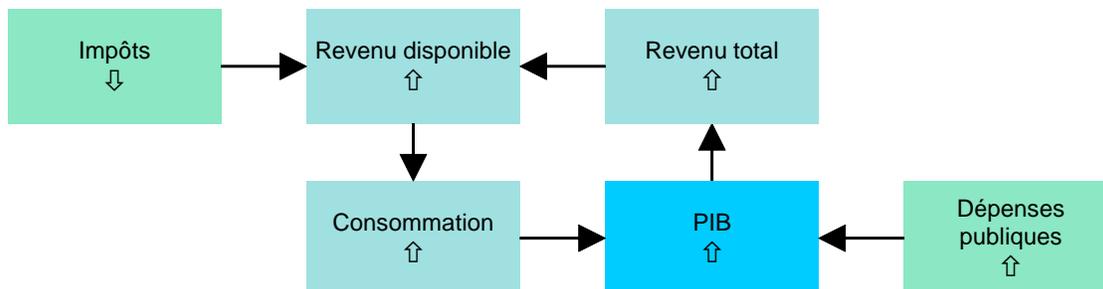
### EXERCICES SUPPLÉMENTAIRES (P. 255)

## 1. LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE CHRONIQUE

En période de récession, les programmes de stabilisation automatique font en sorte que les dépenses publiques augmentent (car les chômeurs reçoivent plus de prestations) alors que les recettes fiscales diminuent (parce que la baisse des revenus des ménages entraîne une baisse des impôts). Vouloir à tout prix rétablir l'équilibre budgétaire dans ces conditions revient à freiner une économie déjà défaillante.

## 2. LE CERCLE VERTUEUX DE LA RELANCE BUDGÉTAIRE

Le cercle vertueux de la relance budgétaire



---

### 3. LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DE RELANCE

a) Si le taux de fuite est de 30 % (ou 0,3), le multiplicateur est de 3,33 ( $1/0,3$ ). La somme d'argent que le gouvernement devra injecter est égale à 1,5 milliards de dollars, soit : 5 milliards de dollars/3,33.

b) Si le taux de fuite est de 40 %, le multiplicateur est de 2,5 ( $1/0,4$ ). La somme d'argent que le gouvernement devra injecter est égale à 2 milliards de dollars, soit : 5 milliards de dollars/2,5.

c) Si le taux de fuite est de 10 %, le multiplicateur est de 10 ( $1/0,1$ ). La somme d'argent que le gouvernement devra injecter est égale à 500 millions de dollars, soit : 5 milliards de dollars/10.

---

### 6. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE RESTRICTIVE EN ÉCONOMIE OUVERTE

La politique budgétaire restrictive (hausse des impôts et baisse des dépenses publiques) se traduit par une diminution de la demande intérieure et par une baisse de la consommation de produits importés, ce qui a pour effet de freiner la demande globale. Cependant, dans une économie très ouverte, la baisse des importations permet d'améliorer la balance courante, ce qui pousse le taux de change à la hausse. Pour empêcher la devise de trop s'apprécier, la banque centrale intervient alors en faisant baisser les taux d'intérêt. Étant donné que cette baisse des taux d'intérêt provoque une hausse de la demande globale, la politique budgétaire restrictive, qui consiste à freiner la demande globale, est alors partiellement neutralisée.

Les ratés de la politique budgétaire en économie ouverte

